

Migrations, marché du travail et dynamiques démographiques en Afrique Subsaharienne

M. Kuépié

A.-S. Robilliard¹

Introduction

Le projet MIMADEM (2010-2014) se proposait de réexaminer les relations entre dynamiques démographiques et dynamiques économiques en Afrique à travers la notion de dividende démographique, en mettant l'accent sur le rôle du marché du travail et sur celui des migrations. Du point de vue méthodologique, il s'agissait de dépasser le cadre des analyses basées sur des données agrégées par pays, en mobilisant des microdonnées issues d'enquêtes socioéconomiques et sociodémographiques existantes ou collectées dans le cadre de ce projet. Ces données offrent en effet la possibilité de repositionner la problématique du dividende démographique à l'échelle micro à travers la mesure de l'articulation entre l'économique et le démographique au niveau des ménages ou des individus et de mobiliser des méthodes avancées d'analyse statistique et économétrique.

Les principaux pays d'application du projet MIMADEM sont le Sénégal, le Mali et le Cameroun. Ce choix se justifiait tout d'abord par l'existence de partenariats actifs entre les institutions coordinatrices du projet (UMR DIAL et LISER) et des institutions de recherche ou des chercheurs individuels de ces trois pays africains. Le projet a en effet rassemblé 6 institutions partenaires : l'INS et l'IFORD au Cameroun, l'INSTAT au Mali, l'IPDSR (UCAD) au Sénégal, le LISER (ex CEPS/INSTEAD) au Luxembourg et l'UMR DIAL (IRD et Université Paris-Dauphine) en France. Le choix de ces trois pays permettait par ailleurs d'analyser des situations contrastées en termes de contraintes économiques, politiques, climatiques ainsi qu'en termes de modèle de transition et de dégager à la fois les tendances/résultats globaux et celles plus spécifiques à un pays donné.

Le projet a bénéficié du soutien financé de l'IRD, de l'AFD et de la Fondation Hewlett dans le cadre de l'appel à projet DEMENTREND.

Les recherches se sont articulées autour de 3 axes : (1) Pauvreté et dynamiques démographiques, (2) Structure de la population et offre de travail, (3)

Migrations, mobilités et capacités d'absorption du marché du travail. Les travaux de recherche conduits dans le cadre du projet MIMADEM ont abouti à plusieurs types de résultats. Le premier ensemble de résultats est relatif à la construction de la base de données et aux questions posées par son utilisation, tandis que le second ensemble a trait aux résultats scientifiques des recherches menées dans les différents axes du projet. Cette introduction présente de manière synthétique les résultats de 10 articles de recherche parmi lesquels 5 ont été sélectionnés pour figurer dans le dossier.

La construction de la base de données

Au-delà de l'exploitation de données d'enquêtes existantes et de données collectées dans le cadre de dispositifs originaux, le projet MIMADEM avait pour ambition de construire et d'exploiter une base harmonisée de microdonnées sociodémographiques et économiques pour les trois pays du projet. La mise en œuvre a reposé sur trois étapes : (1) rassemblement de l'ensemble des enquêtes à large échantillon auprès des ménages disponibles dans les 3 pays du projet (Cameroun, Mali, Sénégal) ; (2) construction d'une base harmonisée de microdonnées contenant des variables économiques et sociodémographiques aux niveaux ménage et individu ; (3) mise à disposition des chercheurs du projet de cette base pour l'exploitation dans le cadre des différents axes du projet.

Ces différentes étapes ont été menées à bien et une première version de la base a été disponible en ligne dès avril 2011, relativement tôt dans l'exécution du projet. In fine, une cinquantaine de bases de données ont été récupérées dans les trois pays. Elles contiennent des informations pour un total d'environ 1,2 millions de ménages et 8,2 millions d'individus.¹ Un certain nombre de difficultés ont néanmoins été rencontrées. En effet, certaines bases n'ont pas pu être récupérées,

¹ Ces totaux sont calculés en ne prenant en compte que les extractions à 10% des différents RGPH. Pour le Cameroun et le Mali, les données exhaustives des RGPH sont disponibles.

¹ Mathias Kuepié est démographe, chercheur au LISER (Luxembourg) ; Anne-Sophie Robilliard est économiste, chercheuse à DIAL (IRD et Université Paris-Dauphine)

d'autres se sont avérées incomplètes ou en partie illisibles. Dans d'autres bases, certaines variables sont manquantes ou bien leur documentation technique est incomplète, empêchant ainsi leur exploitation.

Dans la deuxième étape, a été entreprise l'harmonisation des microdonnées économiques et sociodémographiques aux niveaux ménage et individu. L'objectif était de construire une base de données couvrant des espaces géographiques variés et un temps long en cherchant à préserver des niveaux d'agrégation les plus faibles possible. In fine, le travail d'harmonisation a permis de disposer d'une base harmonisée (appelée BDMIM) qui contient un noyau d'environ 180 variables dont une centaine sont des variables au niveau individuel et le reste des variables ménages.

Malgré la mise à disposition relativement rapide de la base harmonisée, son utilisation effective dans les différents axes de recherche a soulevé de nombreux problèmes. Le principal problème est celui de la comparabilité des données dans le temps et dans l'espace. Bien que ce problème ait été anticipé, son ampleur a été largement sous-estimée. En effet, malgré les efforts d'harmonisation, il subsiste de telles différences méthodologiques dans la collecte de certaines variables d'intérêt que l'interprétation des différences observées est rendue très difficile.

Ce problème a été exploré en profondeur dans le cas des variables d'emploi dans le premier article du dossier qui s'interroge sur la comparabilité dans le temps et dans l'espace des statistiques relatives au travail des femmes (Comblon et Robilliard, 2015). Partant de l'ensemble des enquêtes rassemblées dans la base BDMIM, cet article s'intéresse à la comparabilité des statistiques relatives à l'emploi des femmes produites par plusieurs enquêtes et recensements conduits au Cameroun, au Mali et au Sénégal. Cette question est centrale pour la compréhension du fonctionnement et des dynamiques du marché du travail dans ces pays et, partant, pour l'élaboration de recommandations politiques liées au travail des femmes. Elle a néanmoins été très peu étudiée. L'étude souligne les divergences existantes entre les statistiques d'emploi produites par les différentes enquêtes. Elle montre également la très grande diversité des modules emplois déployés depuis 30 ans dans les trois pays, diversité qui constitue un frein à la mise en relation des données produites sur l'emploi, notamment sur les femmes.

Au-delà de la comparabilité des données, le deuxième type de problème lié à l'utilisation de la base harmonisée est que la volonté d'harmonisation des données conduit à se restreindre à un ensemble de variable qui ne représentent qu'une partie assez limitée des variables disponibles dans chaque

enquête. Or, l'analyse économétrique approfondie requiert souvent une batterie de variables plus large que celle retenue dans la base. Cela a conduit, pour de nombreux travaux, à privilégier l'exploitation des données brutes plutôt que des données harmonisées.

Du fait des deux problèmes (comparabilité et liste restreinte de variables), la valorisation de l'effort de production de données demandé pour créer la base harmonisée n'est pas à la hauteur de ce qui avait été anticipé. On peut espérer que la base pourra néanmoins servir dans le futur à d'autres projets de recherche, sinon pour conduire des analyses approfondies, du moins pour cerner les contours statistiques de certaines questions. Une meilleure valorisation supposerait néanmoins de rendre plus ouvert l'accès à l'interface en ligne, ce qui demande d'obtenir une autorisation des instituts producteurs de données.

Les résultats scientifiques

Les travaux de recherche menés dans le cadre du projet MIMADEM se sont articulés autour des 3 axes suivants : (1) pauvreté et dynamiques démographiques, (2) structure de la population et offre de travail, (3) migrations, mobilités et capacités d'absorption du marché du travail.

Pauvreté et dynamiques démographiques

Les travaux menés dans le premier axe se sont attachés à explorer les liens entre fécondité et pauvreté. Plus spécifiquement, il s'agissait de mesurer l'impact de la fécondité sur différents aspects relatifs aux conditions de vie, présente ou future, des ménages et des individus.

Le premier papier (Kuépié et Saïdou, 2013, non présenté) s'interroge directement sur l'impact de la fécondité sur le statut économique des ménages dans les trois pays d'étude en s'appuyant sur l'analyse économétrique des données de trois enquêtes démographiques et de santé (EDS). Les résultats des estimations montrent que la fécondité influence négativement le statut socioéconomique des femmes et que cet impact est le plus fort au Cameroun et au Sénégal, alors qu'au Mali, l'effet est plus faible. Les résultats de régressions quantiles montre que l'effet négatif de la pression démographique sur le patrimoine est plus important quand les ménages se trouvent dans le premier quartile de la distribution du patrimoine que quand ils appartiennent au dernier. Ces résultats sont robustes à différentes spécifications alternatives. Une recommandation politique qui en découle est l'importance de mettre en place des politiques de planification familiale efficaces.

Les deux papiers suivants s'attachent à mesurer l'impact du nombre de frères et sœurs sur l'accumulation de capital humain. L'objectif de la première étude (Kuépié et Tenikué, 2012, non présenté) est de déterminer l'effet de la taille de la famille sur l'éducation dans les zones urbaines d'Afrique sub-saharienne. La naissance de jumeaux est utilisée comme variable instrumentale dans une approche d'estimation des moindres carrés en deux étapes pour étudier l'effet causal du nombre de frères et sœurs sur la réussite scolaire. Les résultats montrent que l'augmentation de la fécondité exogène réduit significativement l'accumulation de capital humain. Toutefois, l'ampleur de l'effet marginal apparaît faible : un enfant supplémentaire diminue le nombre total d'année scolaire d'environ 10%. Mais dans un contexte de forte fécondité, l'effet cumulé pourrait devenir préjudiciable.

Le second papier (Kuépié, Tenikue, Nouetagni et Misangumukinia, 2014, non présenté) partage l'objectif du premier de déterminer l'effet de la taille de la famille sur les résultats scolaires mais s'appuie pour cela sur des données biographiques collectées à Dakar et à Yaoundé. Ces données permettent en effet de décrire tous les événements liés à la vie reproductive des parents et, partant, de connaître la taille de la fratrie de chaque enfant à chaque âge au cours de sa vie. Les résultats montrent que, à Dakar, tant l'effet moyen que les effets à chaque âge de la taille de la fratrie sur les résultats scolaires sont négatifs et significatifs. Cela laisse supposer que dans la capitale sénégalaise, l'effet de la pression démographique sur l'accumulation du capital humain s'exerce tout au long du cursus scolaire. A Yaoundé par contre, l'effet moyen n'est pas significatif mais on observe des effets négatifs à certains âges (entre 14 et 17 ans). Aussi bien à Yaoundé qu'à Dakar, les effets négatifs semblent davantage liés au nombre de frères et sœurs plus âgés plutôt que plus jeunes.

L'ensemble des résultats obtenus dans le cadre des travaux menés autour de l'axe pauvreté et dynamiques démographiques suggèrent donc un impact négatif de la fécondité sur, d'une part, le statut économique des ménages, et, d'autre part, sur les résultats scolaires des enfants. La mesure de ces impacts soulève un certain nombre de problèmes méthodologiques que les papiers abordent de manière variée. Par ailleurs, concernant l'impact de la taille de la fratrie sur les résultats scolaires, les canaux à travers lesquels cet impact se produit restent à analyser en profondeur afin de pouvoir tirer des résultats des recommandations politiques plus opérationnelles.

Structure de la population et offre de travail

Trois papiers s'intéressent à la question de l'activité économique des femmes et à leur insertion sur le

marché du travail. Le premier papier s'intéresse à l'évolution dans le temps et dans l'espace de la participation des femmes au marché du travail en mobilisant les données de la base BDMIM, tandis que les deux autres s'attachent à mesurer l'impact de la fécondité sur l'activité des femmes.

Les études sur la variabilité temporelle et spatiale de la participation des femmes au marché du travail restent rares en Afrique subsaharienne. Le second papier du dossier (Dzossa, Kuépié et Robilliard, 2015) recourt aux méthodes de régression à effets fixes-pays et aux régressions en différences premières, à partir de 86 bases de données des enquêtes démographiques et de santé (EDS) collectées dans 26 pays d'Afrique subsaharienne constituant un panel non cylindré sur la période 1990-2013. Les résultats obtenus permettent d'une part de confirmer un fait stylisé : bien que les taux d'emploi des femmes soient élevés en moyenne au niveau de l'Afrique subsaharienne, ils varient très significativement dans l'espace notamment selon la sous-région, le pays, le milieu de résidence. L'évolution temporelle des taux d'emploi est néanmoins peu marquée sur la période considérée. Concernant les déterminants, il en ressort plutôt une relation négative entre le logarithme du PIB/tête et le taux d'emploi des femmes, au lieu d'une relation en U obtenue par plusieurs auteurs. L'analyse au niveau intra suggère également une relation positive forte entre le taux d'emploi des femmes et le ratio de dépendance, et une relation positive moins forte entre le taux d'emploi des femmes et la fécondité (ISF), résultats qui, a priori, vont à l'encontre de la théorie du dividende démographique mais qu'il importe d'approfondir en prenant en compte les caractéristiques susceptibles d'expliquer à la fois le taux d'emploi des femmes et le ratio de dépendance.

Dans le papier suivant, les auteurs (Nayihouba et Robilliard, 2013, non présenté) s'efforcent de mesurer l'impact de la fécondité sur l'activité économique des femmes à partir de données des enquêtes démographiques et de santé (EDS) collectées depuis la fin des années 80 dans trois pays d'Afrique sub-saharienne (le Cameroun, le Mali et le Sénégal). Même si l'on observe souvent une corrélation négative entre fécondité et activité des femmes, l'endogénéité de la fécondité dans la relation rend difficile une interprétation causale de cette corrélation. Dans cette étude une approche par variable instrumentale est adoptée. Elle s'appuie sur deux types de variables comme source exogène de variabilité de la fécondité : la composition sexuelle de la fratrie et les naissances multiples. Les résultats suggèrent que la fécondité ne semble pas avoir d'impact significatif sur la participation des femmes au marché du travail, quel que soit le pays, le milieu et le groupe d'âge considéré. Ce résultat contraste avec ceux obtenus dans d'autres régions

du monde, notamment en Asie du Sud, mais est cohérent avec ceux obtenus jusqu'ici pour la région sub-saharienne africaine dans son ensemble.

Dans un second travail consacré aux liens entre fécondité et position relative des femmes sur le marché du travail, les auteurs (Dzossa, Kelodjoué et Kuépié, 2013, non présenté) cherchent à mesurer les effets du capital humain et du fardeau de la fécondité sur les inégalités sur le marché du travail entre les hommes et les femmes, et plus précisément celles qui concernent l'accès aux emplois des hautes catégories socio-professionnelles au Cameroun, au Mali et au Sénégal. Les résultats montrent que, même si elles avaient le même niveau d'éducation que les hommes, les femmes présenteraient toujours moins de chance d'entrer dans le segment haut de gamme, parce que l'éducation est moins « efficace » pour elles. Ce résultat suggère l'existence de discrimination envers les femmes dans les trois pays. Le fardeau de la fécondité en termes d'une grande descendance est un autre obstacle à l'accès des femmes à des emplois de haute qualité. Il a un impact négatif direct dans les deux pays du Sahel (Mali et Sénégal) et un impact négatif indirect via son interaction avec l'éducation au Cameroun et au Sénégal. Dans ces deux pays, plus une femme a d'enfants, plus faible est le rendement marginal de son éducation. Ces résultats se combinent pour montrer que la situation de la femme sur le marché du travail pourrait s'améliorer dans les trois pays si la fécondité baissait, soit directement à travers un meilleur accès aux postes de haut niveau, ou indirectement via un meilleur rendement du capital humain.

Mobilité et migrations

Les recherches portant sur le rôle des mobilités et les migrations dans le marché du travail sont illustrés par deux papiers.

Le troisième papier du dossier (Nouetagni et Saïdou, 2015) examine les effets combinés de la migration et des transferts sur le niveau de vie des ménages d'origine dans le contexte camerounais. Ce papier examine les effets de la migration absente et des envois de fonds sur les conditions de vie des ménages d'origine, dans le contexte camerounais. L'étude se propose de vérifier s'il existe un impact différentiel de l'émigration et des envois de fonds, en fonction du genre des migrants absents ou de la direction de la migration. Il ressort des analyses que (1) l'impact moyen de la migration absente et des transferts sur le niveau de vie des ménages est positif et (2) que cet impact est hétérogène par rapport à la destination de la migration et par rapport au genre du migrant. Ce résultat suggère que dans la recherche en matière de migration et l'intégration de la migration dans les stratégies de développement, notamment l'apport des migrants

en termes de capital humain, économique et social, la prise en compte de la dimension genre est importante, la migration féminine ne devant plus être considérée comme un phénomène « marginal ». En effet, elle s'inscrit, au même titre que la migration masculine, dans les mutations qui structurent de nos jours l'organisation et les relations sociales en Afrique, dans un contexte de crise économique et de mondialisation.

Le quatrième papier du dossier (Bouaré et al, 2015) s'intéresse à la situation des migrants de retour sur le marché de l'emploi au Mali. Plus précisément, cet article évalue les chances d'insertion sur le marché du travail des migrants de retour au Mali à partir des données de l'Enquête Modulaire et Permanente auprès des Ménages (EMOP) réalisée en 2011. Les résultats montrent que les migrants de retour sont le plus souvent en activité dans le secteur agricole par rapport aux non migrants. Il existe, cependant, des disparités selon le pays de provenance. Alors que les migrants de retour d'un pays de la CEDEAO ont une chance plus élevée que les non migrants de travailler dans le secteur agricole, ceux revenant des pays d'Europe et d'Amérique ont une faible probabilité d'y exercer leurs activités. Par ailleurs, l'étude indique également une différenciation de l'impact de la migration sur la rémunération du travail selon le sexe. Alors que chez les femmes l'expérience migratoire ne semble pas jouer de rôle significatif quelle que soit la provenance, chez les hommes en revanche, l'expérience migratoire a bien plus d'influence sur la rémunération du travail.

Enfin, le dernier papier du dossier (Nayihouba, 2015) s'attache, à partir de données de panel au niveau pays, à analyser l'impact de la structure de la population sur la croissance économique. Les résultats de la modélisation économétrique indiquent que les dynamiques démographiques n'ont pas encore un impact sur la croissance économique sur l'ensemble du continent. Néanmoins, l'effet positif obtenu sur les pays les plus avancés dans la transition constitue une indication qu'un dividende démographique peut être tiré de ces dynamiques démographiques par les pays africains lorsqu'elles sont accompagnées de politiques adéquates.

Liste des papiers du dossier

- [1] Comblon et Robilliard « La mesure statistique du travail des femmes en Afrique subsaharienne »
- [2] Dzossa, Kuépié et Robilliard « Variabilité spatiale et temporelle du taux d'emploi des femmes en Afrique Subsaharienne : que racontent les données des EDS ? »
- [3] Nouetagni et Saïdou « Impact différencié de la migration et des transferts sur les

conditions de vie des ménages d'origine : le cas du Cameroun »

- [4] Bouaré, Kuépié, Robilliard et Sougané « La migration de retour favorise-elle l'insertion sur le marché du travail malien ? Une analyse à partir des données de l'EMOP »
- [5] Nayihouba « Dividende démographique et croissance, quelles perspectives pour l'Afrique? »

Autres papiers du projet

- [6] Kuépié et Saidou (2013) « Impact de la fécondité sur la position économique des ménages au Cameroun, au Mali et au Sénégal », CEPS/INSTEAD Working Paper n°2013-20, 40p.
- [7] Kuépié et Tenikué (2012) « The effect of the number of siblings on education in sub-Saharan Africa: evidence from a natural experiment », CEPS/INSTEAD Working Paper n°2012-28, 28p.
- [8] Kuépié, Tenikue, Nouetagni et Misangumukinia (2014) « Number, age composition and school achievement of siblings in two African capital cities », *Oxford Development Studies*, 42(4), 534-552.
- [9] Nayihouba et Robilliard (2013) « Impact de la fécondité sur la participation des femmes au marché du travail en Afrique subsaharienne » mimeo, DIAL, Paris.
- [10] Dzossa, Kelodjoué et Kuépié (2013) « Determinants of labor market gender inequalities in Cameroon, Senegal and Mali: the role of human capital and the fertility burden » CEPS/INSTEAD Working Paper n°2013-08, 36p.
- [11] Kuépié et Nouetagni (2013) « Socioeconomic background, human capital and youth employment: the case of a medium-sized Cameroonian city (Bafia) », CEPS/INSTEAD Working Paper n°2013-09, 32p.

